

Job no: 595383

Contract type: Consultant

Level: Consultancy

Location: Gabon

Categories: Child Protection

UNICEF est présent dans plus de 190 pays et territoires pour sauver la vie des enfants, défendre leurs droits et les aider à réaliser leur plein potentiel, de la petite enfance à l'adolescence.

À l'UNICEF, nous sommes engagés, passionnés et fiers de ce que nous accomplissons aussi longtemps que notre soutien est nécessaire. Promouvoir les droits de chaque enfant n'est pas simplement un emploi : c'est une vocation.

L'UNICEF est un lieu où les carrières se construisent. Nous offrons à notre personnel de nombreuses possibilités de développement professionnel et personnel qui leur permettent de renforcer leur sens de la mission tout en servant les enfants et les communautés à travers le monde. Nous accueillons toutes les personnes qui souhaitent s'épanouir et évoluer dans une culture diversifiée, dynamique et passionnée, associée à une rémunération et à des avantages sociaux attractifs.

Visitez notre [our website](#) pour en savoir plus sur les activités de l'UNICEF.

Pour chaque enfant, des droits

Le Gabon est identifié comme un pays de destination et de transit pour la traite des personnes et le trafic illicite de migrants. La lutte contre ces phénomènes s'inscrit désormais dans une dynamique institutionnelle renforcée, marquée notamment par l'élaboration d'une Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes, ainsi que par la création, par décret n°0133/PR/MJGS du 27 mars 2024, de la Commission nationale de prévention et de lutte contre la traite des personnes, mise en place en décembre 2024. Ces avancées témoignent de l'engagement accru du Gouvernement à inscrire la lutte contre la traite dans les priorités nationales et à renforcer la coordination entre les acteurs gouvernementaux, non gouvernementaux et communautaires impliqués dans la prévention, la protection des victimes et la poursuite des auteurs.

Hormis la prise en charge des enfants victimes de traite de personnes, encadrée depuis 2008 par un manuel national de procédures (avec l'appui de l'UNICEF) définissant les rôles et responsabilités des acteurs impliqués et facilitant la coordination de leurs actions, il n'existait, jusqu'à une époque récente, aucune directive nationale de prise en charge des victimes de traite de personnes en général, ni des migrants en situation de vulnérabilité.

C'est dans ce contexte que l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), sur financement du Fonds des Nations Unies pour la Sécurité humaine, a pu, entre octobre 2021 et décembre 2023, à travers un appui opérationnel aux autorités gabonaises, développer des Procédures Opérationnelles Standardisées (POS) en vue de l'identification de migrants vulnérables nécessitant une assistance adaptée; les bénéficiaires directs étant les réfugiés, les demandeurs d'asile, ainsi que les victimes de traite des personnes, les personnes faisant l'objet de trafic illicite de migrants et les enfants non accompagnés ou séparés. Le document intitulé « pour la détection et la prise en charge des personnes vulnérables parmi les flux de populations mixtes primo-arrivantes au Gabon » était destiné aux acteurs actifs dans la Province de l'Estuaire, censé l'utiliser comme document pilote avant son extension à l'ensemble du territoire national.

Outre ce guide de référence développé par l'ONUDC, d'autres lignes directrices pour une gestion efficace des cas des migrants étrangers en situation de vulnérabilité, des enfants migrants non accompagnés et/ou séparés et des migrants gabonais de retour au Gabon, ont été également formulées par l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM). Pour l'OIM, il s'agissait d'accompagner les acteurs étatiques et non étatiques gabonais dans leurs actions visant à répondre aussi bien à des situations d'urgence qu'en contexte de développement, à la satisfaction des besoins de protection des migrants adultes et mineurs, tout en assurant la qualité, la cohérence et la coordination de l'ensemble des services fournis.

Dans le cadre du projet conjoint Togo-Gabon, l'ONUDC et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ont regroupé l'ensemble des procédures opérationnelles nationales pour la protection et l'assistance aux victimes de la traite des êtres humains et aux migrants vulnérables dans un seul manuel afin d'en faciliter la référence et l'utilisation. Ainsi, à la suite d'un processus de quatre mois, commencé en août 2025 par la collecte et l'analyse de la documentation, suivi d'une session en ligne organisée pour valider le projet de manuel avec les homologues nationaux, il s'est conclu par une formation spécialisée sur le manuel consolidé.

Pour mémoire, le projet conjoint MPTF Togo-Gabon « Renforcement de la gestion de la migration mixte et lutte contre la criminalité transnationale organisée en matière de traite des personnes et de trafic illicite de migrants le long des routes maritimes et terrestres du Togo au Gabon », financé par le Fonds d'affectation spéciale pluri partenaire pour la migration (Migration MPTF), a été officiellement lancé en janvier 2025.

Aujourd'hui, plus qu'hier, il se pose la question de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes, qui intervient alors même qu'un processus de révision du cadre juridique national de répression de la traite des personnes et du trafic illicite de migrants est en cours et pourrait aboutir à l'adoption des mesures garantissant davantage de droits aux victimes de traite des personnes, ainsi qu'aux migrants objets de trafic.

Au regard de ce qui précède, il apparaît nécessaire de compléter l'architecture nationale de protection par un mécanisme de référencement global, harmonisé et conforme aux instruments juridiques internationaux auxquels le Gabon est partie. Le mécanisme national de référencement des victimes de la traite des personnes viendra combler une lacune importante du dispositif actuel, en définissant de manière claire les rôles, responsabilités, circuits d'orientation, standards de prise en charge et modalités de coordination entre les acteurs concernés. Il contribuera ainsi à renforcer l'efficacité, la cohérence et la redevabilité de la réponse nationale.

Comment pouvez-vous faire la différence ?

- *Analyse documentaire et rédaction du projet de MNR: Un rapport de démarrage comprenant la méthodologie, le chronogramme détaillé, la cartographie préliminaire des acteurs et l'analyse documentaire ; ainsi qu'une première version structurée du mécanisme national de référencement, élaborée sur la base du manuel consolidé, des procédures opérationnelles existantes et des standards internationaux applicables ; (durée estimative : 10 jours)*

- *Présentation, échanges et validation technique: Deux tables rondes de revue technique et un atelier de validation organisés, facilités et documentés ; compte rendu consolidé des contributions; version révisée du MNR intégrant les observations des parties prenantes nationales et des agences partenaires. (durée estimative: 9 jours)*

- *Formation multidisciplinaire sur la mise en œuvre du MNR : Deux sessions de formation multidisciplinaires de trois jours chacune conçues et facilitées auprès des acteurs concernés ; supports de formation finalisés ; listes de présence, rapport de formation et recommandations pratiques pour l'appropriation et la mise en œuvre du MNR produits. (durée estimative: 8 jours)*

Pour devenir un défenseur des droits de chaque enfant, vous devrez disposer des qualifications suivantes :

Exigences Minimales :

Formation : Diplôme universitaire de niveau master en droit, sciences sociales, criminologie, sciences politiques, relations internationales, migration, protection de l'enfance, droits humains, gestion publique ou toute autre discipline pertinente liée à l'objet de la consultance.

Expérience professionnelle : Minimum dix années d'expérience professionnelle pertinente dans les domaines de la prévention du crime, de la justice pénale, de la migration, de la traite des personnes, du trafic illicite de migrants, de la protection des victimes, des droits humains, de l'élaboration de politiques publiques, de procédures opérationnelles ou de documents stratégiques nationaux.

Compétences informatiques : maîtrise des outils Microsoft Office, animation de sessions hybrides ou à distance, gestion documentaire et production de supports de formation.

Exigences linguistiques : Excellente maîtrise du français écrit et oral obligatoire. La connaissance de l'anglais ou d'une autre langue officielle des Nations Unies constitue un atout.

Connaissances / expertise / compétences : **Expertise** avérée dans l'élaboration de mécanismes nationaux de référencement, de procédures opérationnelles standardisées, de guides de prise en charge ou de cadres de coordination multisectorielle ; solides capacités d'analyse, de rédaction, de facilitation de processus participatifs, d'animation d'ateliers et de formation d'acteurs institutionnels et communautaires.

Une expérience pertinente au niveau national, notamment dans les domaines du développement, les contextes fragiles et les situations humanitaires.

Une offre technique et une offre financière devront être soumises dans le cadre de cet appel à candidatures.

Pour chaque enfant, vous démontrez...

Les valeurs fondamentales de l'UNICEF, à savoir **la Bienveillance, le Respect, l'Intégrité, la Confiance, la Responsabilité et la Durabilité (CRITAS)**, guident toutes nos actions et notre manière de travailler. Découvrez notre Charte des valeurs : **Valeurs de l'UNICEF**.

Les compétences requises pour ce poste sont les suivantes :

- Établir et maintenir des partenariats ;
- Faire preuve de conscience de soi et d'éthique ;
- Agir avec détermination pour obtenir des résultats ayant un impact ;
- Innover et accueillir le changement ;
- Gérer l'ambiguïté et la complexité ;
- Penser et agir de manière stratégique ;
- Travailler en collaboration avec les autres ;

The competences of the UNICEF required for this post are...

- (1) Etablir et maintenir des partenariats;
- (2) Faire preuve de conscience de soi et d'ethique;
- (3) Agir avec determination pour obtenir des résultats à fort impact;
- (4) Innover et être réceptif au changement ;

(5) Gérer l'ambiguïté et la complexité;

(6) Penser et agir de manière stratégique

(7) Travailler en collaboration avec les autres;

Nous vous invitons à vous familiariser avec notre cadre de compétences et ses différents niveaux.

L'UNICEF promeut et défend les droits de chaque enfant, partout et dans tout ce qu'il entreprend. Son mandat consiste à soutenir la réalisation des droits de tous les enfants, en particulier les plus défavorisés. Notre personnel mondial doit refléter la diversité des enfants que nous servons. La famille UNICEF est résolument engagée en faveur de l'inclusion, indépendamment de l'origine ethnique, du handicap, de l'identité de genre, de l'orientation sexuelle, de la religion, de la nationalité, du milieu socio-économique, de l'appartenance à une minorité ou de tout autre statut.

L'UNICEF encourage les candidatures de toutes les personnes qualifiées, sans distinction de sexe, de nationalité, d'origine religieuse ou ethnique, ainsi que des personnes vivant avec un handicap, y compris les personnes neurodivergentes. Nous offrons un large éventail d'avantages, notamment le congé parental rémunéré, les pauses d'allaitement et des aménagements raisonnables pour les personnes en situation de handicap.

L'UNICEF fournit également des aménagements raisonnables tout au long du processus de recrutement. Si vous avez besoin d'un aménagement particulier, veuillez soumettre votre demande via le lien Accessibilité figurant sur la page Carrières de l'UNICEF. Si vous êtes présélectionné(e), veuillez contacter directement le recruteur afin de fournir des informations complémentaires permettant de prendre les dispositions nécessaires à l'avance.

L'UNICEF n'emploie pas de candidats mariés à des enfants (personnes âgées de moins de 18 ans).

L'UNICEF applique une politique de tolérance zéro à l'égard de tout comportement incompatible avec les buts et objectifs des Nations Unies et de l'UNICEF, y compris l'exploitation et les abus sexuels, le harcèlement sexuel, l'abus d'autorité et toute forme de discrimination fondée sur le sexe, la nationalité, l'âge, la race, l'orientation sexuelle, la religion, l'origine ethnique ou le handicap.

L'UNICEF s'engage à promouvoir la protection et la sauvegarde de tous les enfants. Tous les candidats sélectionnés feront donc l'objet de vérifications rigoureuses des références et des antécédents, et devront respecter ces normes et principes. Les vérifications comprendront notamment la validation des diplômes et de l'expérience professionnelle. Les candidats sélectionnés pourront être invités à fournir des informations complémentaires pour faciliter ces vérifications. Les candidats en situation de handicap pourront également être invités à fournir, à titre confidentiel, des documents justificatifs relatifs à leur handicap.

Conditions de nomination

Toute nomination à l'UNICEF est soumise à une aptitude médicale. Pour les postes internationaux (IP), l'obtention d'un visa par le pays d'affectation est obligatoire et sera facilitée par l'UNICEF.

Les nominations sont également conditionnées à la volonté des candidats sélectionnés de se conformer aux exigences actuelles ou futures en matière de vaccination, si celles-ci sont rendues obligatoires par l'UNICEF pour son personnel.

Le non-respect de ces exigences, lorsqu'elles sont applicables et en l'absence d'une exemption médicale dûment approuvée par l'autorité compétente des Nations Unies, entraînera l'annulation de la sélection ou pourra donner lieu à d'autres mesures administratives, y compris la cessation de service.

Observations

Conformément à l'article 101, paragraphe 3, de la Charte des Nations Unies, la considération primordiale dans le recrutement du personnel est la nécessité de garantir les plus hauts standards d'efficacité, de compétence et d'intégrité.

L'UNICEF s'engage à promouvoir un effectif inclusif, représentatif et accueillant. Pour ce poste, les candidatures des personnes appartenant aux groupes sous-représentés [à préciser] sont vivement encouragées.

Les fonctionnaires gouvernementaux recrutés par l'UNICEF doivent généralement démissionner de leur poste au sein de leur administration avant de prendre leurs fonctions à l'UNICEF.

L'UNICEF se réserve le droit de retirer une offre de nomination, sans compensation, si le visa, l'autorisation médicale ou les vaccinations requises ne sont pas obtenus dans un délai raisonnable, quelle qu'en soit la raison.

L'UNICEF ne facture aucun frais à quelque étape que ce soit du processus de recrutement, de sélection ou d'embauche (candidature, entretien, validation, nomination ou formation). L'UNICEF ne demandera jamais les coordonnées bancaires des candidats.

Tous les postes vacants de l'UNICEF sont publiés officiellement et seuls les candidats présélectionnés seront contactés et conviés à poursuivre le processus de sélection.

Des informations complémentaires sur le travail à l'UNICEF sont disponibles sur le site Web de l'UNICEF.